

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**GATS/SC/78/Suppl.1**

28 juillet 1995

(95-2780)

---

**Commerce des services**

## AFRIQUE DU SUD

### Liste d'engagements spécifiques

#### Supplément 1

(Seul le texte anglais fait foi)

---

Le texte ci-joint remplace la section relative aux services financiers qui figure aux pages 18 à 22 du document GATS/SC/78.



## AFRIQUE DU SUD - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p>A. <u>Tous les services d'assurance et services connexes</u></p> <p>a) Services d'assurance directe sur la vie (CPC 8121 + )</p> <p>b) Services d'assurance directe autre que sur la vie (CPC 8129 + )</p> <p>c) Réassurance (CPC 81299 + )</p> <p>d) Services d'intermédiation en assurance et services connexes (CPC 8140)</p>	<p>1) Non consolidé, sauf pour la réassurance contractée à l'étranger</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Pour exercer en Afrique du Sud, les assureurs (sous contrôle étranger ou sud-africain) doivent être constitués en sociétés par actions ou enregistrés en tant que société par actions étrangères conformément à la Loi sur les sociétés; ils doivent aussi être enregistrés au titre de la Loi sur les assurances.</p> <p>L'acquisition d'actions ou autres titres de participation (par un résident ou un non-résident) de toute compagnie d'assurance enregistrée qui entraînerait la détention de 25 pour cent ou plus de la</p>	<p>1) Non consolidé, sauf pour la réassurance contractée à l'étranger</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

**AFRIQUE DU SUD** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)	valeur de l'ensemble des actions ou autres titres de participation dans l'entreprise est subordonnée à l'autorisation écrite de l'Office de réglementation des assurances.		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"; d'autre part, le président-directeur général, le directeur général et la majorité des membres du conseil d'administration doivent résider en Afrique du Sud	
	1) Non consolidé 2) Non consolidé sauf en ce qui concerne la fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières 3) Aucune restriction à l'appartenance des sociétés aux bourses financières, à l'exception de la Bourse des valeurs de	1) Non consolidé 2) Non consolidé sauf en ce qui concerne la fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières 3) Obligation pour les succursales en Afrique du Sud de banques non résidentes de maintenir le solde des comptes de dépôt	

## AFRIQUE DU SUD (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>transactions commerciales (CPC 8113)</p> <p>c) Crédit-bail (CPC 8112)</p> <p>d) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites (CPC 8139 + )</p> <p>e) Garanties et engagements (CPC 8119 + )</p> <p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, sur:</p> <p>i) instruments du marché monétaire (CPC 8139 + )</p> <p>ii) devises (CPC 8133)</p>	<p>Johannesburg. Les établissements étrangers non bancaires qui souhaitent acquérir une participation majoritaire dans une banque locale doivent créer une société par actions sud-africaine.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"; de plus, l'appartenance à la Bourse des valeurs de Johannesburg est, dans le cas des personnes physiques, réservée aux ressortissants sud-africains</p>	<p>des personnes physiques à un niveau minimal de 1 million de rands</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

**AFRIQUE DU SUD** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
iii) produits dérivés (CPC 81339 + ) iv) instruments du marché des changes et du marché monétaire (CPC 81339 + ) v) valeurs mobilières négociables (CPC 81321 + ) vi) d'autres instruments négociables (CPC 81339 + )			
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (CPC 8132 + )			
h) Courtage monétaire (CPC 81339 + )			

## AFRIQUE DU SUD (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de garde, services de dépositaires et services fiduciaires (CPC 8119 + et 81323 + )</p> <p>k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées à la section 1B du document MTN.TNC/W/50 (CPC 8131 + et 8133 + )</p>			

**AFRIQUE DU SUD** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
1) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (CPC 8131 + )			

Code: Les numéros indiqués pour chaque engagement sectoriel se réfèrent à la Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120) - W 120 et à la Classification centrale provisoire des produits de l'ONU (1991) - CPC.

- + Partie de la rubrique
- \* Non consolidé parce que techniquement impraticable